

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 06811
Nom ou dénomination : AB 2 FV

Ce dépôt a été enregistré le 29/11/2018 sous le numéro de dépôt 64621

Apports de titres

VEROPTIC à la société AB 2 FV

**Par Madame Véronique LAFORTUNE et Messieurs Adrien LAFORTUNE,
Baptiste LAFORTUNE, et François LAFORTUNE**

Rapport du commissaire aux apports

Sur la valeur des apports

APPORTS DE TITRES VEROPTIC

A LA SOCIETE AB 2 FV

**Par Madame Véronique LAFORTUNE et Messieurs Adrien LAFORTUNE,
Baptiste LAFORTUNE, et François LAFORTUNE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS

Aux Associés de la société **AB 2 FV**,

En exécution de la mission que vous m'avez confiée le 1er octobre 2018 à l'unanimité en votre qualité de futurs associés de la société **AB 2 FV**, concernant les apports en nature de titres **VEROPTIC** que vous devrez effectuer dans le cadre de la constitution de ladite société, j'ai établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu à l'article L. 223-9 du Code de Commerce.

Les apports envisagés sont décrits dans le projet d'apport en nature qui sera signé par les personnes physiques apporteurs le 16 octobre 2018. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée, et à vérifier qu'elle correspond au moins au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

A aucun moment je ne me suis trouvé dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.



Je vous prie de trouver ci-joint, mes constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par Madame Véronique LAFORTUNE et ses enfants Adrien, Baptiste, et François, dans le cadre de la constitution de la société **AB 2 FV**, vise à constituer une holding devant détenir, après le présent apport de parts sociales, la totalité du capital de la société **VEROPTIC**.

1.2 Présentation des parties en présence

1.2.1 Personnes physiques apporteurs

La société **AB 2 FV** va être constituée par l'apport des 1.000 parts sociales qui composent le capital de la société **VEROPTIC** détenus en totalité par Madame Véronique LAFORTUNE et ses enfants Adrien, Baptiste, et François.

*1.2.2 Société bénéficiaire **AB 2 FV***

Conformément au projet de statuts, il est prévu qu'**AB 2 FV** soit une Société par Actions Simplifiée au capital de 1.400.000 € ayant son siège social 16 avenue du Général De Gaulle à VINCENNES (94300).

*1.2.3 Société **VEROPTIC** dont les titres sont apportés*

VEROPTIC est une Société à responsabilité Limitée au capital de 60.000 euros, dont le siège social est sis 101, avenue d'Italie à PARIS (75013), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310.



Son capital, composé de 1.000 parts sociales d'une valeur nominale de 60 euros, est détenu par :

- Madame Véronique LAFORTUNE: 850 parts sociales,
- Monsieur Adrien LAFORTUNE : 50 parts sociales,
- Monsieur Baptiste LAFORTUNE : 50 parts sociales,
- Monsieur François LAFORTUNE : 50 parts sociales.

Son activité, telle qu'elle est décrite dans l'extrait K bis de la société, se rapporte à l'exploitation de fonds de commerce de détail d'optique, de photographie et de matériels d'audioprothèses.

1.3 Description de l'opération

Les modalités de réalisation des apports sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1 Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet, comptes servant de base à l'opération, régimes juridique et fiscal adoptés.

Les apports seront réalisés avec effet à la date de constitution de la société **AB 2 FV**.

Sur le plan juridique, cette opération est placée sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du Code de commerce.

En application des dispositions de l'article 150-0 B du Code général des impôts, les apporteurs entendent bénéficier du report d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange de leurs parts sociales de la société **VEROPTIC** contre les titres émis dans le cadre de la création de la société **AB 2 FV**.

En matière de droits d'enregistrement, les apports donneront lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.



1.3.2 Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération est subordonnée à la constitution définitive de la société **AB 2 FV** qui devra intervenir dans un délai maximal de trois mois suivant le 16 octobre 2018, date du contrat d'apport des parts sociales.

1.3.3 Rémunération des apports

En rémunération des apports, il sera attribué les actions d'une valeur nominale unitaire de 1.400 euros composant le capital de la société en cours de constitution **AB 2 FV**, selon la répartition suivante :

- 850 actions à Madame Véronique LAFORTUNE,
- 50 actions à Monsieur Adrien LAFORTUNE,
- 50 actions à Monsieur Baptiste LAFORTUNE,
- 50 actions à Monsieur François LAFORTUNE.

1.3.4 Avantages particuliers

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de ces apports.

1.4 Présentation des apports

1.4.1 Méthode d'évaluation retenue

Les apports n'impliquent pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC N° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritères.

1.4.2 Description des apports

Les titres de la société **VEROPTIC**, dont les apports sont envisagés à titre de constitution de la société **AB 2 FV**, ont été évalués à leur valeur réelle, soit 1.400.000 euros pour la totalité des parts sociales qui composent son capital, chacune de ces parts sociales ayant une valeur unitaire de 1.400 euros.



Ainsi :

- 850 parts sociales **VEROPTIC** seront apportées par Madame Véronique LAFORTUNE à une valeur de 1.190.000 euros ;
- 50 parts sociales **VEROPTIC** seront apportées par Monsieur Adrien LAFORTUNE à une valeur de 70.000 euros ;
- 50 parts sociales **VEROPTIC** seront apportées par Monsieur Baptiste LAFORTUNE à une valeur de 70.000 euros ;
- 50 parts sociales **VEROPTIC** seront apportées par Monsieur François LAFORTUNE à une valeur de 70.000 euros.

2. DILIGENCES EFFECTUEES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

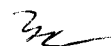
2.1. Diligences mises en œuvre

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer les futurs associés de la société **AB 2 FV** sur la valeur des apports devant être effectués par Madame Véronique LAFORTUNE et ses enfants Adrien, baptiste, et François.

Dans le cadre de ma mission, j'ai notamment:

- rencontré les personnes en charge de l'opération envisagée, tant pour comprendre l'opération proposée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour en analyser les modalités économiques, comptables, juridiques et fiscales ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale de la société **VEROPTIC**;



- pris connaissance du dossier de l'expert-comptable en charge de l'établissement des comptes annuels du dernier exercice clos de la société **VEROPTIC** à partir desquels a été vérifiée la valeur comptable des titres apportés;
- pris connaissance de l'activité de la société **VEROPTIC** au titres de l'exercice social en cours au regard d'une situation comptable intermédiaire établie au 30 septembre 2018;
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties.

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part de Madame Véronique LAFORTUNE, gérante de la SARL **VEROPTIC**, me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres en date du 31 décembre 2017 ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les résultats de la société dont les titres sont apportés tels qu'ils ressortent de la situation comptable établie au 30 septembre 2018.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable

Les apports de titres envisagés sont effectués par quatre personnes physiques.

Aux termes du projet de contrat d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts sociales **VEROPTIC** en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC N° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.3 Réalité des apports

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré de la pleine propriété par les quatre personnes apporteurs des parts sociales **VEROPTIC** objets du présent apport.

2.4 Appréciation de la valeur des apports

2.4.1 *Nature des apports et caractéristiques de l'appréciation*

Les apports portent sur des parts sociales représentant 100% du capital de la société **VEROPTIC**.



2.4.2 Détermination de la valeur des apports par les parties

Les valeurs d'apport ont été déterminées par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la rentabilité attendue de la société dont les titres sont apportés.

2.4.3 Comptes intermédiaires

Afin de confirmer l'absence d'éléments remettant en cause de manière significative la valeur d'apport déterminée sur la base des comptes annuels des trois derniers exercices, la direction m'a remis une situation comptable au 30 septembre 2018 de la société **VEROPTIC**.

*2.4.4 Valorisation de la société **VEROPTIC***

Pour apprécier la valeur des apports, j'ai mis en œuvre une évaluation multicritères.

La méthode suivie a consisté, à partir des données comptables et financières telles qu'elles ressortent des comptes annuels des trois derniers exercices et de la situation comptable au 30 septembre 2018, à évaluer les titres de la société **VEROPTIC** par application de coefficients de pondération aux résultats obtenus dans le cadre des différentes approches retenues:

- Valeur de l'actif net comptable corrigé (Coefficient: 0,5);
- Valeur de rentabilité (Coefficient : 1);
- Valeur basée sur l'Excédent Brut d'Exploitation (Coefficient : 1);
- Valeur obtenue par l'application de multiples au chiffre d'affaires couramment admis dans le cadre de cessions de fonds de commerce de vente d'appareils d'optique modulée de la trésorerie nette (Coefficient : 1).

La valeur ainsi obtenue dans le cadre de cette approche multicritères conforte la valeur d'apport pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne au cours des prochaines années.



3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à un montant total de 1.400.000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire des apports en nature.

Fait à Saint Mandé, le 15 octobre 2018.

Le commissaire aux apports

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'B' followed by a long horizontal stroke with a small upward curve at the end.

Bertrand CROCHETON

**Commissaire aux comptes,
Membre de la Compagnie Régionale de Paris.**

AB 2 FV
Société par actions simplifiée
au capital de 1.400.000 euros
Siège social : 16 Avenue du Général de Gaulle
94300 VINCENNES

oooooo

Société en cours de constitution

ETAT DES SOUSCRIPTIONS APPORT DE PARTS SOCIALES
--

SOUSCRIPTEURS	NOMBRE D' ACTIONS SOUSCRITES	Valeur des Apports
❖ Mme Véronique LAFORTUNE 16 Avenue du Général de Gaulle 94300 VINCENNES	850	1.190.000 €
❖ M. Adrien LAFORTUNE 16 Avenue du Général de Gaulle 94300 VINCENNES	50	70.000 €
❖ M. Baptiste LAFORTUNE 16 Avenue du Général de Gaulle 94300 VINCENNES	50	70.000 €
❖ M. François LAFORTUNE 16 Avenue du Général de Gaulle 94300 VINCENNES	50	70.000 €
TOTAL	1.000	1.400.000 €

Fait à VINCENNES
Le 17/10/2018

Madame Véronique LAFORTUNE



CONTRAT D'APPORT DE PARTS SOCIALES

LES SOUSSIGNÉS :

Madame **Véronique LAFORTUNE**,
Née BLANCHET le 15 octobre 1966 à PARIS (15^{ème}),
De nationalité française
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Epouse de Monsieur Claude LAFORTUNE, mariée sous le régime de la séparation de biens.
Ledit régime n'a subi aucun changement conventionnel ou judiciaire.

Et

Monsieur **Adrien LAFORTUNE**,
Né le 8 juillet 1990 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Et

Monsieur **Baptiste LAFORTUNE**
Né le 24 Août 1992 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Et

Monsieur **François LAFORTUNE**
Né le 25 Février 1995 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Ci-après désignés impersonnellement « **apporteurs** »,
D'UNE PART,

ET :

– La Société **AB 2 FV**,

Société par Actions Simplifiée en cours de constitution au capital de 1.400.000 euros dont le siège social est sis au 16 Avenue du Général de Gaulle - 94300 VINCENNES, représentée par ses fondateurs, Madame Véronique LAFORTUNE, Messieurs Adrien LAFORTUNE, Baptiste LAFORTUNE et François LAFORTUNE,

Ci-après désignée impersonnellement « **la société** »,
D'AUTRE PART,

ONT ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Apport

Les apporteurs apportent sous les garanties ordinaires et de droit à **la société**, ce qui pour elle et en son nom est accepté par Madame Véronique LAFORTUNE et Messieurs Adrien LAFORTUNE, Baptiste LAFORTUNE et François LAFORTUNE, ès-qualités, les droits sociaux ci-après décrits, qui représentent l'entière participation **des apporteurs** dans le capital de la société désignée, savoir :

Par Madame Véronique LAFORTUNE née BLANCHET :

- **HUIT CENT CINQUANTE (850) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant son siège à PARIS (75013) – 101 Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Les dites parts d'une valeur nominale unitaire de SOIXANTE (60 euros), évaluées chacune à **MILLE QUATRE CENTS (1.400 euros)**, soit un apport global de **UN MILLION CENT QUATRE VINGT DIX MILLE (1.190.000) EUROS** ;

Par Monsieur Adrien LAFORTUNE :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant son siège à PARIS (75013) – 101 Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de SOIXANTE (60 euros), évaluées chacune **MILLE QUATRE CENTS (1.400 euros)**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

Par Monsieur Baptiste LAFORTUNE :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant son siège à PARIS (75013) – 101 Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de SOIXANTE (60 euros), évaluées chacune **MILLE QUATRE CENTS (1.400 euros)**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

AL

R

2/5

V

DL

Par Monsieur François LAFORTUNE :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant son siège à PARIS (75013) – 101 Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de **SOIXANTE (60 euros)**, évaluées chacune **MILLE QUATRE CENTS (1.400 euros)**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

En conséquence, le montant total de l'apport ci-dessus décrit s'élève à **UN MILLION QUATRE CENT MILLE (1.400.000) EUROS**. La méthode de valorisation des apports a été retenue sur la base de la valeur d'usage des titres de la société **VEROPTIC** apportés.

Cette valeur a été déterminée par application d'un multiple de l'excédent brut d'exploitation moyen dégagé par la société au cours des trois derniers exercices comptables et au 30 septembre 2018, sur la base d'une situation comptable établie à cette date.

La valeur ainsi obtenue a été pondérée par rapport à l'ensemble des apports effectués.

Article 2 – Origine de propriété

Les apporteurs déclarent être propriétaire des droits sociaux apportés de la manière suivante :

- **Madame Véronique LAFORTUNE**

L'apporteur déclare être propriétaire des droits sociaux apportés, pour les avoir reçus en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la société, soit **HUIT CENT CINQUANTE (850) parts sociales**.

- **Monsieur Adrien LAFORTUNE**

L'apporteur déclare être propriétaire des droits sociaux apportés, pour les avoir reçus en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la société, soit **CINQUANTE (50) parts sociales**.

- **Monsieur Baptiste LAFORTUNE**

L'apporteur déclare être propriétaire des droits sociaux apportés, pour les avoir reçus en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la société, soit **CINQUANTE (50) parts sociales**.

- **Monsieur François LAFORTUNE**

L'apporteur déclare être propriétaire des droits sociaux apportés, pour les avoir reçus en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la société, soit **CINQUANTE (50) parts sociales**.

Article 3 – Déclarations, charges et conditions

Les apporteurs déclarent être pleinement propriétaires des parts, objet des présentes, qu'elles sont entièrement et valablement libérées, libres de tous nantissements, privilèges, servitudes, gages, restrictions, options et librement transférables.

Les parties conviennent qu'au moyen du présent apport et sous réserve de la réalisation de la condition suspensive ci-après stipulée, *la société* jouira de la pleine propriété des parts susmentionnées et à elle apportées, à compter de la constitution de la Société.

La société aura seule droit à toute répartition de bénéfices, de réserves, de plus-values ou d'éléments d'actifs et d'une façon générale à toute répartition qui sera ou pourra être opérée par la société **VEROPTIC** à ses associés au titre des parts objets des présentes et sera subrogée dans les droits et obligations attachés audit parts à compter du même jour, soit à compter de la réalisation de la condition suspensive ci-après stipulée.

Article 4 – Rémunération de l'apport

L'apport qui précède est consenti et accepté moyennant l'attribution aux *apporteurs* de **MILLE (1.000) actions de MILLE QUATRE CENTS (1.400 euros)** chacune, entièrement libérées, et réparties entre les associés en fonction de leurs apports.

Article 5 – Condition suspensive

Le présent contrat ne deviendra définitif qu'à l'instant de la constitution définitive de la société **AB 2 FV**.

À défaut de constitution définitive de la société dans un délai de trois mois à compter de ce jour, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

Article 6 – Déclarations fiscales

En application des dispositions des articles 150-0 B ter du Code Général des Impôts, la plus-value constatée au titre de l'apport des parts objet des présentes, bénéficie du régime du report d'imposition dans la mesure où :

- l'apport des parts objet des présentes est réalisé en France,
- *la société* bénéficiaire de l'apport de titres est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- *la société* bénéficiaire de l'apport de titres est contrôlée par le contribuable.

En cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation par *la société* des parts sociales apportées dans les trois ans à compter de l'apport, le report d'imposition prendra fin.

Toutefois, il ne sera pas mis fin au report d'imposition si « **la société** » cède les parts sociales reçues dans un délai de trois ans à compter de l'apport et prend l'engagement de réinvestir le produit de leur cession dans un délai de deux ans à compter de la date de cession et à hauteur d'au moins 50 % du montant de ce produit :

- dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier,
- dans l'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une telle activité, sous la même exception, et qui a pour effet de lui en conférer le contrôle au sens du 2° du III de l'article 150-0 B ter du CGI (c'est-à-dire qui lui confère la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux, seule ou en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires, ou le pouvoir de décision),
- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou plusieurs sociétés répondant aux conditions prévues au premier alinéa du d et au e du 3° du I de l'article 105-0 D ter.

Article 7 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leur suite seront supportés par **la société**.

Article 8 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur domicile et siège respectif ci-dessus indiqué.

Fait à PARIS,
Le 16 octobre 2018

Les apporteurs



La société



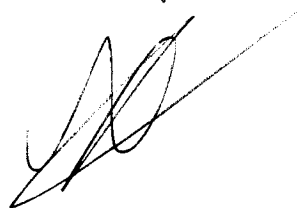
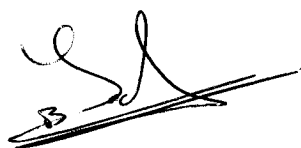
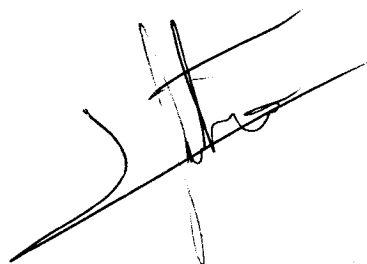
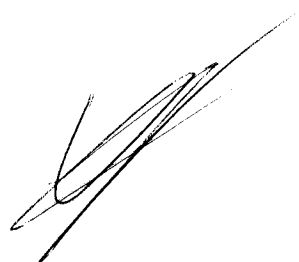
Ø4 17. 10. 18
AA/AL 16. 10. 18
RK 15. 10. 18
ØF 17/10/18

85

AB 2 FV
Société par actions simplifiée
au capital de 1.400.000 euros
Siège social : 16, Avenue du Général de Gaulle
94300 VINCENNES

DÉPÔT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL
LE 29 NOV. 2018
SOUS LE N° 64621

STATUTS CONSTITUTIFS



LES SOUSSIGNES :

- ❖ Madame **Véronique LAFORTUNE**,
Née BLANCHET le 15 octobre 1966 à PARIS (15^{ème}),
De nationalité française
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle
Epouse de Monsieur Claude LAFORTUNE, mariée sous le régime de la séparation de biens. Ledit régime n'a subi aucun changement conventionnel ou judiciaire.

Et

- ❖ Monsieur **Adrien LAFORTUNE**,
Né le 8 juillet 1990 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Et

- ❖ Monsieur **Baptiste LAFORTUNE**
Né le 24 Août 1992 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Et

- ❖ Monsieur **François LAFORTUNE**
Né le 25 Février 1995 à Aurillac (15),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle,
Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée devant exister entre eux.

AL

BL

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

La prise de participation dans toutes entreprises, exploitations ou sociétés quelle qu'en soit la forme, cotées ou non cotées, créées ou à créer se rattachant à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, et ce par tous moyens, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apport, fusion, scission, alliance, groupement ou association en participation, vente ou échange de tous droits sociaux.

La fourniture de toutes prestations administratives, comptables et de gestion, la participation à toutes opérations de promotion commerciale en vue du développement des établissements des sociétés dont elle est associée.

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant à l'objet social, à tous objets similaires, complémentaires ou annexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **AB 2 FV** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

16, Avenue du Général de Gaulle – 93400 VINCENNES.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A. – Apport en numéraire : Néant.

B. – Apport en nature :

Madame **Véronique LAFORTUNE** apporte à la Société les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- **HUIT CENT CINQUANTE (850) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant siège à PARIS (75013) – 101, Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de **SOIXANTE EUROS (60 euros)**, évaluées chacune à **MILLE QUATRE CENTS (1.400) EUROS**, soit un apport global **UN MILLION CENT QUATRE VINGT DIX MILLE (1.190.000) EUROS** ;

Monsieur **Adrien LAFORTUNE** apporte à la Société les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant siège à PARIS (75013) – 101, Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de **SOIXANTE EUROS (60 euros)**, évaluées chacune à **MILLE QUATRE CENTS (1.400) EUROS**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

Monsieur **Baptiste LAFORTUNE** apporte à la Société les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant siège à PARIS (75013) – 101, Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de **SOIXANTE EUROS (60 euros)**, évaluées chacune à **MILLE QUATRE CENTS (1.400) EUROS**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

Monsieur **François LAFORTUNE** apporte à la Société les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- **CINQUANTE (50) parts sociales**, de la société **VEROPTIC**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 euros, ayant siège à PARIS (75013) – 101, Avenue d'Italie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 401 929 310,

Lesdites parts d'une valeur nominale unitaire de **SOIXANTE EUROS (60 euros)**, évaluées chacune à **MILLE QUATRE CENTS (1.400) EUROS**, soit un apport global de **SOIXANTE DIX MILLE (70.000) EUROS** ;

En conséquence, le montant total des apports ci-dessus décrits s'élève à **UN MILLION QUATRE CENT MILLE (1.400.000) EUROS**.

Les apports en nature décrits ci-dessus ont été évalués connaissance prise des conditions le concernant et du rapport établi le _____ par Monsieur Bertrand CROCHETON, Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue par l'article L.822-1 du Code de commerce, domicilié à SAINT MANDE (94160) – 3 bis, Avenue Victor Hugo, désigné par les associés fondateurs, en qualité de Commissaire aux apports. Copie dudit rapport ainsi que le contrat d'apport sont annexés aux présents statuts.

C. – Récapitulatif des apports :

Il n'y a aucun apport en numéraire.

Le montant des apports en nature, et donc de la totalité des apports, s'élève à **UN MILLION QUATRE CENT MILLE (1.400.000) EUROS**.

En conséquence de ces apports, la répartition est la suivante :

- Madame Véronique LAFORTUNE	850 actions
- Monsieur Adrien LAFORTUNE	50 actions
- Monsieur Baptiste LAFORTUNE	50 actions
- Monsieur François LAFORTUNE	50 actions

Soit un total de **1.000** actions.

ALR *AL* *BL*

5

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **UN MILLION QUATRE CENT MILLE (1.400.000) EUROS** divisé en **MILLE (1.000) actions**, de **MILLE QUATRE CENTS (1.400) EUROS** chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter

atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

AL FL   BL

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 2 mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à l'unanimité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 13 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 14 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité. Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société. La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente. Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 16 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 17 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à l'unanimité des associés disposant du droit de vote.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les fonctions de Président seront assurées alternativement par une personne physique ou morale désignée par chacun des associés.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Révocation

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 75 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à l'unanimité des associés disposant du droit de vote. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 18 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à l'unanimité des associés disposant du droit de vote un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à l'unanimité des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,

- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 21 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 30 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 15 jours de leur réception.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 23 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 24 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 8 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

AL   17  BL

ARTICLE 25 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 26 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts, seront prises à la majorité des actions représentant plus des $\frac{3}{4}$ du capital social. Les autres décisions seront prises à la majorité des actions représentant plus de la moitié du capital social.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales statutaires,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- agrément des cessions.

ARTICLE 27 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 28 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **PREMIER (1^{er}) MAI** et finit le **TRENTE (30) AVRIL**.

Par exception, le **premier exercice** commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **30 avril 2019**.

ARTICLE 30 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 31 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les

prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 32 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 33 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 37 - NOMINATION DES PREMIERS DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée illimitée est :

- ❖ **Madame Véronique LAFORTUNE**
Née BLANCHET le 15 octobre 1966 à PARIS (15^{ème}),
De nationalité française,
Demeurant à VINCENNES (94300) – 16 Avenue du Général de Gaulle.

Madame **Véronique LAFORTUNE** accepte les fonctions de Présidente et déclare, en ce qui la concerne, n'être atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 38 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés comme Commissaires aux Comptes de la Société, pour une durée de six exercices, et dont les fonctions expirent à l'issue de la consultation de la collectivité des associés appelée à délibérer sur les comptes sociaux du sixième exercice :

- **Monsieur Bertrand CROCHETON**,
domicilié 3 bis avenue Victor Hugo 94160 SAINT MANDE,
en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,

- **La société OUEST ATLANTIQUE AUDIT**,

ayant son siège social 4 Rue de la Galissonnière 44000, NANTES,
RCS NANTES 439 319 666
en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

Lesquels ont dès avant les présentes déclaré accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 39 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer un contrat d'apport de titres,
- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à VINCENNES
Le 17 octobre 2018
En 5 exemplaires originaux

